

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 DÉCEMBRE 1906.

Projet de loi portant approbation de la Convention consulaire conclue le 18 juillet 1906 entre la Belgique et la République du Pérou.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur, d'après les ordres du Roi, de soumettre à vos délibérations le projet de loi ci-joint, portant approbation de la Convention consulaire conclue le 18 Juillet 1906 entre la Belgique et la République du Pérou.

Cette convention a pour objet de déterminer d'une manière positive les droits, privilèges et immunités des agents consulaires des parties contractantes ainsi que les obligations auxquelles ils seront soumis dans les deux pays. Les stipulations qu'elle formule sont inspirées des clauses contenues dans les arrangements de l'espèce intervenus avec d'autres États en ces dernières années.

J'ai la confiance, Messieurs, que l'acte du 18 juillet 1906 pourra recevoir prochainement votre approbation.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

FAVEREAU.

PROJET DE LOI.

Léopold II,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Ministre
des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères
est chargé de présenter en Notre nom aux
Chambres législatives, le projet de loi
dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention consulaire conclue le
18 juillet 1906 entre la Belgique et la
République du Pérou sortira son plein et
entier effet.

Donné à Laeken, le 12 novembre 1906.

WETSONTWERP.

Léopold II,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !*

Op voorstel van Onzen Minister van
Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Za-
ken is gelast, in Onzen naam de Wet-
gevende Kamers het ontwerp van wet
aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De op 18 Juli 1906 tusschen België en
de Republiek Peru gesloten Consulaire
Overeenkomst zal hare volle en algeheele
kracht hebben.

Gegeven te Laeken, den 12^{en} November
1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

FAVEREAU.

CONVENTION

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU, également animés du désir de déterminer avec toute l'extension et la clarté possibles les droits, privilèges et immunités réciproques des agents consulaires respectifs ainsi que leurs fonctions et les obligations auxquelles ils seront soumis dans les deux pays, ont résolu de conclure une Convention consulaire et ont nommés pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Léon Guislain, chevalier de l'Ordre de Léopold, officier de l'Ordre d'Orange-Nassau, chevalier de l'Ordre de Saint-Grégoire le Grand, Chargé d'affaires de Belgique près le Gouvernement du Pérou ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU :

M. le docteur Javier Prado y Ugarteche, Ministre d'État au Département des Relations Extérieures ;

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS Y SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DEL PERÚ animados igualmente del deseo de determinar con toda la extensión y la claridad posibles, los derechos, privilegios é inmunidades recíprocas de los Agentes Consulares de sus respectivos países, así como sus funciones ; y las obligaciones á las cuales deberán estar sometidos, han resuelto concluir una convención consular y han nombrado por sus plenipotenciarios, á saber :

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS :

Al Señor Léon Guislain, caballero de la Orden de Leopoldo, oficial de la Orden de Orange-Nassau, caballero de la Orden de San Gregorio el Grande, Encargado de negocios de Bélgica ante el Gobierno del Perú ;

Y SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DEL PERÚ :

Al Señor doctor don Javier Prado y Ugarteche, Ministro de Estado en el Despacho de Relaciones Exteriores.

Los cuales después de canjear sus plenos poderes respectivos, que hal-

en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Chacune des Hautes Parties contractantes consent à admettre des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de l'autre Partie en tout point de son territoire, sauf dans les localités où, par exception, l'on ne pourrait admettre de tels agents.

Cette réserve toutefois ne sera pas appliquée à l'une des Hautes Parties contractantes sans l'être également à toute autre Puissance.

ART. 2.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et avant de jouir des immunités qui y sont attachées, devront produire une Commission dans la forme établie par les lois de leurs pays respectifs. Le Gouvernement territorial de chacune des deux nations leur délivrera, sans aucun frais, l'exequatur nécessaire à l'exercice de leurs fonctions. Dès lors, lesdits agents du service consulaire de chacune des deux Hautes Parties contractantes jouiront réciproquement dans les États de l'autre de tous les droits, privilèges, exemptions et immunités que détermine cette Convention, ainsi que des immunités personnelles dont jouissent les agents de même rang et de la même qualité de la nation la plus favorisée.

Chacune des deux Hautes Parties

laron en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes :

ART. 1°.

Cada una de las Altas Partes Contratantes admitirá cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares de la otra, en cualquier lugar de su territorio, salvo en las localidades donde por excepción no puedan ser admitidos.

Sin embargo, esta reserva no podrá aplicarse á una de las Altas Partes Contratantes sin que ella se observe igualmente con todas las demás naciones.

ART. 2°.

Los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares, antes de ser admitidos á ejercer sus funciones y gozar de las inmunidades correspondientes, tendrán que exhibir el titulo respectivo, en la forma establecida por las leyes del pais que los nombró. El Gobierno territorial de cada una de las dos naciones les expedirá gratuitamente el *exequatur* necesario para el ejercicio de su cargo. Desde entonces los dichos agentes del servicio consular de cada una de las dos Altas Partes Contratantes gozarán recíprocamente en el estado de la otra, de todos los derechos, privilegios, excenciones é inmunidades que determina esta convención, así como de las inmunidades personales de que gocen los agentes de la misma gerarquia y de la misma calidad de la nación más favorecida.

Cada una de las dos Altas Partes

contractantes se réserve le droit de refuser ou de retirer l'exequatur à l'un quelconque des Agents de l'autre, après avoir fait connaître à celle-ci les causes qui pourraient motiver cette mesure.

ART. 3.

Les consuls généraux et consuls pourront, pour autant que les lois de leur pays le leur permettent, nommer, avec l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, des vice-consuls et agents consulaires dans les villes, ports et places compris dans leurs arrondissements consulaires. Ces agents pourront être choisis indistinctement parmi les Belges, les Péruviens ou les citoyens d'autres pays. Ils seront munis d'une commission régulière qui sera présentée lors de la demande de l'exequatur respectif, et ils jouiront des privilèges stipulés dans cette Convention en faveur des agents du service consulaire en se soumettant aux exceptions spécifiées dans les articles 7 et 8.

ART. 4.

En cas de décès, d'empêchement ou d'absence des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, leurs chanceliers ou secrétaires, après que leur caractère officiel aura été notifié au Ministère des Affaires Étrangères en Belgique ou au Ministère des Relations Extérieures du Pérou, seront, de plein droit, admis à gérer, par intérim, les affaires des postes respectifs; ils jouiront, pendant toute la durée de cette gestion temporaire, de tous les droits, prérogatives et immunités accordés aux titulaires. En cas de

Contratantes se reserva el derecho de negar ó retirar el *exequatur* de cualquier funcionario consular del otro país, después de haber hecho conocer á esté las causas que pudieran motivar esta medida.

ART. 3°.

Los cónsules generales y cónsules podrán, siempre que las leyes de sus países se lo permitan, nombrar, con la aprobación de su respectivo Gobierno, vice-cónsules y agentes consulares, en las ciudades, puertos y plazas comprendidos en su distrito consular. Estos podrán ser escogidos indistintamente entre Belgas, Peruanos ó ciudadanos de otros países. Se les proveerá de un título regular, que será presentado al solicitarse el *exequatur* respectivo, y gozarán de los privilegios estipulados en esta convención en favor de los agentes del servicio consular sujetándose á las excepciones especificadas en los artículos 7 y 8.

ART. 4°.

En caso de muerte, impedimento ó ausencia de los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares, sus cancilleres ó secretarios, después de que su carácter oficial haya sido comunicado al Ministerio de Negocios Extranjeros de Bélgica, ó al Ministerio de Relaciones Exteriores del Perú, serán de pleno derecho admitidos para dirigir interinamente los asuntos de las respectivas oficinas consulares, gozando durante el ejercicio de su gestión temporal de los derechos, prerrogativas é inmunidades

décès de l'agent du service consulaire, s'il n'y a sur place ni remplaçant autorisé, ni Légation de l'État auquel appartenait l'agent, les autorités locales s'adresseront au consul le plus proche pour faire apposer les scellés sur les archives du poste. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, elles feront procéder à cette formalité en présence de deux témoins désignés à cette fin; la levée des scellés aura lieu en présence, si faire se peut, des mêmes témoins et de la personne dûment autorisée à prendre possession des archives délaissées par le défunt.

ART. 5.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer au-dessus de la porte extérieure de leurs chancelleries un écusson aux armes de leur nation avec une inscription portant ces mots : Consulat Général, Consulat, Vice-Consulat ou Agence Consulaire de Belgique ou du Pérou.

Ils pourront aussi y arborer le drapeau de leur nation, excepté dans la capitale du pays, s'il s'y trouve une Légation.

Ils pourront de même arborer le pavillon national sur le bateau qu'ils monteront dans le port pour l'exercice de leurs fonctions.

ART. 6.

Les Chancelleries consulaires des agents citoyens du pays qui les a nommés et n'exerçant aucun com-

acordadas á los titulares. En caso de muerte del agente del servicio consular, si no hay en la localidad quien lo reemplace con debida autorización, ni legación del estado al cual pertenezca el agente, las autoridades locales se dirigirán al Cónsul más próximo, para hacer colocar sellos sobre los archivos de la oficina. En caso de ausencia ó de impedimento de éste último, las expresadas autoridades procederán á dicha formalidad, en presencia de dos testigos designados al efecto. El levantamiento de los sellos se hará, si es posible, en presencia de los mismos testigos y de persona debidamente autorizada para tomar posesión del archivo que tenía á su cargo el finado.

ART. 5º.

Los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes Consulares podrán colocar sobre la puerta exterior de sus chancellías un escudo de armas de su nación con una inscripción que diga : « Consulado General, Consulado, Vice-Consulado ó Agencia Consular de Bélgica ó del Perú. »

Podrán también izar la bandera de su nación en la oficina del consulado, excepto en la capital del país si en ella existe Legación.

Podrán también izar el pabellón nacional sobre las embarcaciones que usen en los puertos, en el desempeño de sus funciones.

ART. 6º.

Las Cancillerías consulares á cargo de funcionarios consulares ciudadanos del país que los ha nombrado, y

merce ni industrie, seront en tout temps inviolables. Les autorités locales ne pourront les envahir sous aucun prétexte, ni visiter ou saisir les documents qui y seront enfermés. Les chancelleries consulaires ne sauraient, dans aucun cas, servir de lieu d'asile. Si un agent du service consulaire est engagé dans des affaires étrangères au dit service, les papiers se rapportant au Consulat seront tenus séparément, et ces papiers seront en tout temps inviolables.

ART. 7.

Quand la justice de l'un des deux pays aura quelque déclaration juridique ou déposition à recevoir d'un consul général, d'un consul, d'un vice-consul ou d'un agent consulaire, citoyen de l'État qui l'a nommé et n'exerçant aucun commerce, elle l'invitera, par écrit, à se présenter devant elle, et, en cas d'empêchement, elle lui demandera son témoignage par écrit, ledit agent devant satisfaire à cette demande dans le plus bref délai possible, ou bien elle se transportera à sa demeure ou chancellerie pour l'obtenir de vive voix.

ART. 8.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, citoyens de l'État qui les a nommés, seront exempts du logement militaire, de tout service, tant dans l'armée régulière de terre ou de mer que dans la garde nationale ou civique ou milice; ils seront de même exempts de toutes les contributions

que no ejerzan ningún comercio ni industria serán en todo tiempo inviolables. Las autoridades locales no podrán allanar las bajo ningún pretexto, ni examinar ó secuestrar los documentos que están alliguardados.

Las Cancillerías consulares no servirán en ningún caso de lugar de asilo. Si un agente del servicio consular se hallase comprometido en asuntos ajenos á dicho servicio, los papeles que pertenezcan al Consulado se mantendrán separados y dichos papeles serán en todo tiempo inviolables.

ART. 7°.

Cuando las autoridades judiciales de cualquiera de los dos países necesiten tomar alguna declaración judicial ó atestiguaciones de un Cónsul General, Cónsul, Vice-Cónsul ó Agente Consular, ciudadano del estado que lo ha nombrado y que no ejerce el comercio, le invitarán por escrito á presentar se ante ellas, y en caso de impedimento, le pedirán su declaración por escrito, debiendo dicho agente satisfacer el pedido en el menor tiempo possible; ó, se constituirán en su domicilio ó Cancillería para obtener la de viva voz.

ART. 8°.

Los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes consulares, ciudadanos del estado que los ha nombrado, estarán exceptuados del reclutamiento y alojamiento militar y de todo servicio tanto en el ejército regular de tierra ó de mar, como en la guardia nacional, civil ó en las milicias. Estarán también exentos

directes au profit de l'État, des provinces ou des communes et dont la perception se fait sur des listes nominatives, à moins qu'elles ne soient imposées à raison de la possession de biens immeubles ou sur les intérêts d'un capital employé dans l'État où lesdits agents exercent leurs fonctions. Cette exemption ne pourra cependant pas s'appliquer aux consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires qui exerceraient une profession, une industrie ou un commerce quelconque, lesdits agents devant, en ce cas, être soumis au paiement des taxes dues par tout autre étranger dans les mêmes conditions. Les agents du service consulaire, citoyens du pays qui les a nommés et n'exerçant aucun commerce, industrie ou profession, ne pourront être arrêtés préventivement que dans le cas de crime qualifié et puni comme tel par la législation locale.

ART. 9.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit de s'adresser aux autorités administratives ou judiciaires, soit de l'État, de la province ou de la commune des pays respectifs dans toute l'étendue de leur arrondissement consulaire, pour protéger les droits et intérêts de leurs nationaux, et pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre la Belgique et le Pérou.

S'il n'était pas fait droit à leur réclamation par lesdites autorités, lesdits agents, en l'absence d'un

de las contribuciones directas personales en provecho del estado, de las provincias ó de los municipios, y cuya percepción se efectúe por listas nominales, á menos que ellas se impongan por razón de la posesion de bienes inmuebles ó sobre los intereses de un capital empleado en el estado en que dichos agentes ejercen sus funciones. Esta exención no podrá, sin embargo, aplicarse á los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes Consulares que ejerciten una profesion, una industria ó un comercio cualquiera: dichos agentes estarán en este caso sujetos al pago de los impuestos fijados para los demás extranjeros que se hallen en las mismas condiciones. Los funcionarios consulares, ciudadanos del pais que los ha nombrado y que no ejerzan ningún comercio, industria ó profesion, tampoco podrán ser detenidos preventivamente sino en el caso de crimen calificado y castigado como tal por la legislación local.

ART. 9º.

Los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes Consulares tendrán el derecho de dirigirse á las autoridades administrativas ó judiciales del estado, provincia ó localidad de los países respectivos en toda la extensión de su distrito consular, para proteger los derechos é intereses de sus nacionales y para reclamar contra cualquiera infracción de los tratados ó convenciones existentes entre Bélgica y el Perú.

Si dichos agentes no fueran atendidos en su reclamación por las autoridades, y no hubiese repre-

agent diplomatique de leur pays, pourront recourir directement au Gouvernement du pays dans lequel ils exercent leurs fonctions.

ART. 10.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, dans leur demeure privée, dans celle des parties ou à bord des bâtiments, les déclarations des capitaines et équipages des navires de leur pays, des passagers qui se trouvent à bord et de tout autre citoyen de leur nation.

Lesdits agents auront en outre le droit de dresser, conformément aux lois et règlements de leur pays, dans leurs chancelleries ou bureaux, les actes de naissance, de reconnaissance d'enfant naturel, de mariage, de divorce et de décès concernant les citoyens du pays qui les a nommés. Ils pourront également dresser, conformément aux lois et règlements de leur pays, tous actes conventionnels passés entre des citoyens de leur pays et des citoyens ou autres habitants du pays où ils résident, et même tous actes de ces derniers, pourvu que ces actes aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartiendra le consul ou l'agent devant lequel ils seront passés.

Les expéditions, copies ou traductions des actes dressés et des déclarations reçues en vertu des dispositions du présent article fe-

sentación diplomática de su país, podrán ocurrir directamente al Gobierno de la nación en la cual ejercen sus funciones.

ART. 10º.

Los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes Consulares de cada una de las dos Altas Partes Contratantes, tendrán el derecho de recibir en sus chancillerías, en su domicilio privado, en el de las partes interesadas ó á bordo de los buques, las declaraciones de los capitanes y tripulantes de las naves de su país, la de los pasajeros que se encuentren á bordo y la de cualquier otro ciudadano de su nación.

Dichos agentes tendrán, asimismo, el derecho de sentar, conforme á las leyes ó reglamentos de sus respectivos países en su chancillería ú oficina, las actas de nacimiento, de reconocimiento de hijos naturales, de matrimonio, de divorcio y de fallecimiento, concernientes á los ciudadanos del país que los ha nombrado.

Podrán igualmente extender, conforme á las leyes y reglamentos de su país, todos los actos convencionales celebrados entre ciudadanos de dicho país y ciudadanos ó habitantes del país en que residen, y aún cualesquiera contratos de estos últimos, siempre que estos contratos se refieran á bienes colocados ó á negocios radicados en el territorio de la nación á la cual pertenezca el cónsul ó el agente ante quien se celebren.

Las certificaciones, copias ó traducciones de actas sentadas ó declaraciones recibidas en virtud de las disposiciones del presente artículo,

ront foi en justice comme le feraient les originaux eux-mêmes dans les tribunaux de Belgique et du Pérou, pourvu qu'elles soient dûment certifiées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans l'exercice de leurs fonctions, munies de leur cachet officiel et revêtues des légalisations nécessaires.

ART. 11.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs seront exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation, et connaîtront seuls de tous les différends qui se seront élevés en mer ou s'élèveront dans les ports entre les capitaines, les officiers et les hommes de l'équipage, à quelque titre que ce soit, particulièrement pour le règlement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus seraient de nature à troubler la tranquillité de l'ordre public à terre ou dans le port ou quand une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter tout appui aux consuls et vice-consuls ou agents consulaires, si elles en sont requises par eux, pour faire arrêter et conduire en prison tout individu inscrit sur le rôle d'équipage chaque fois que, pour un motif quelconque, lesdits agents le jugeront convenable. Cette arrestation

harán fe en juicio en los tribunales de Bélgica y del Perú como lo harían los mismos originales, siempre que estén certificadas por los consules generales, consules, vice-consules ó agentes consulares en el ejercicio de sus funciones y se hallen provistas de los sellos oficiales y con las legalizaciones necesarias.

ART. 11°.

Los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules ó Agentes Consulares respectivos, estarán exclusivamente encargados del mantenimiento del orden interior á bordo de las naves de comercio de su nación y conocerán por sí solos de todas las diferencias que se hubieran suscitado en el mar ó se realizaran en los puertos entre los capitanes, los oficiales y el equipaje, de cualquiera clase que sean; particularmente las referentes á ajustamiento de salarios y á la ejecución de compromisos recíprocamente consentidos.

Las autoridades locales no podrán intervenir sino en el caso de que sobrevenga desórdenes que amenacen turbar la tranquilidad pública en tierra ó en el puerto, ó cuando una persona del país ó que no forme parte del equipaje, se halle mezclada en el hecho.

En todos los otros casos, las autoridades citadas se limitarán á prestar apoyo á los Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes Consulares, si éstos lo solicitan, para hacer detener ó conducir á prisión á cualquier individuo inscrito en el rol de equipaje, siempre que por cualquier motivo dichos agentes lo juzgaren conveniente. Este arresto no podrá exce-

ne pourra excéder le temps où elle est autorisée par les dispositions légales du pays où elle a lieu.

ART. 12.

Les consuls généraux, consuls, vices-consuls et agents consulaires pourront faire arrêter les officiers, matelots, et toutes les autres personnes faisant partie des équipages, à quelque titre que ce soit, des bâtiments de guerre ou de commerce de leur nation, qui seraient prévenus ou accusés d'avoir déserté lesdits bâtiments, pour les renvoyer à bord ou les transporter dans leur pays. A cet effet, ils s'adresseront, par écrit, aux autorités locales compétentes des pays respectifs et leur feront, par écrit, la demande de ces déserteurs, en justifiant, par l'exhibition des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage ou par d'autres documents officiels, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage.

Sur cette seule demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra leur être refusée, à moins qu'il ne soit dûment prouvé qu'ils étaient citoyens du pays où l'extradition est réclamée au moment de leur inscription sur le rôle.

Il leur sera donné toute aide et protection pour la recherche, la saisie et l'arrestation de ces déserteurs qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de dix jours à partir du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne

der del tiempo fijado por las disposiciones legales del país donde se realiza.

ART. 12º.

Los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules ó Agentes Consulares podrán hacer detener á los oficiales, marineros y demás personas que con cualquier título formen parte del equipaje de los buques de guerra ó comercio de su nación y que fueren reos ó estén acusados de haber desertado de dicha nave, para hacerlos volver á bordo ó trasladarlos á su país. Al efecto, se dirigirán por escrito á las autoridades locales competentes del país respectivo y les pedirán á los desertores, justificando con la exhibición de los registros del buque ó del rol de equipaje ó por otros documentos oficiales que los individuos que reclaman forman parte de dicho equipaje.

Con esta sola solicitud así justificada, no podrá rehusarse la entrega de los desertores, siempre que no se pruebe debidamente que ellos eran ciudadanos del país en que se pide la extradición, en el acto de ser inscritos en el rol.

Se dará á los funcionarios consulares toda ayuda y protección para buscar, apresar y arrestar á aquellos desertores, los que aún deberán ser detenidos y custodiados en las prisiones del país, á la requisición y á costa de los Cónsules hasta que estos agentes encuentren ocasión de remitirlos á su país. Si esta ocasión no se presenta en el plazo de diez días, á partir del día del arresto, los desertores serán puestos en libertad

pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition serait différée jusqu'à ce que le tribunal qui a droit d'en connaître ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

ART. 15.

A moins de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs, assureurs, toutes avaries essuyées à la mer par les navires des deux pays, soit qu'ils abordent volontairement au port, soit qu'ils se trouvent en relâche forcée, seront réglées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des pays respectifs.

Si cependant des habitants du pays ou des citoyens d'une tierce nation se trouvaient intéressés dans lesdites avaries et que les parties ne pussent s'entendre à l'amiable, le recours à l'autorité locale compétente serait de droit.

ART. 14.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires belges naufragés sur les côtes du Pérou et des navires péruviens sur les côtes de la Belgique seront respectivement dirigées par les consuls généraux, consuls et vice-consuls de Belgique au Pérou, et par les consuls généraux, consuls et vice-consuls du Pérou en Belgique, et, jusqu'à leur arrivée, par les agents consulaires respectifs, là où il existera une agence; dans les lieux et ports où il n'existerait pas d'agence, les autorités locales auront, en attendant l'arrivée du con-

y no podrán ser apresados por la misma causa.

Si el desertor hubiera cometido algún delito, su extradición será aplazada hasta que el tribunal que debe conocer de él haya concluido el juicio y éste haya surtido sus efectos.

ART. 13°.

A falta de estipulaciones contrai-das entre los armadores, cargadores y aseguradores, todas las averías sufridas en el mar por las naves de los dos países, ya sea que arriben voluntariamente al puerto ó que entren á él de arribada forzosa, serán arregladas por los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes Consulares de los países respectivos.

Sin embargo, si los habitantes del país ó los ciudadanos de una tercera nación estuvieren interesados en dichas averías y las partes no pudieran entenderse amigablemente, podrán ocurrir con todo derecho á la autoridad legal competente.

ART. 14°.

Todas las operaciones referentes al salvamento de las naves belgas que hubieren naufragado en las costas del Perú y al de las naves peruanas en las costas de Bélgica, serán dirigidas respectivamente por los cónsules generales, cónsules y vice-cónsules de Bélgica en el Perú y por los del Perú en Bélgica, y, hasta la llegada de estos funcionarios, por los agentes consulares respectivos, donde haya una agencia; en los lugares ó puertos donde no exista esta agencia las autoridades locales tomarán todas las medidas necesarias para

sul, dans l'arrondissement duquel le naufrage aurait eu lieu et qui devrait être immédiatement prévenu, à prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les autorités locales n'auront à intervenir que pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

Il est entendu que ces marchandises ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient destinées à être livrées à la consommation dans le pays où le naufrage aurait eu lieu.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas n'occasionnera des frais d'aucune espèce, hors ceux auxquels donneraient lieu les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les navires nationaux.

Les habitants du pays qui se trouveraient intéressés dans les objets sauvés pourront avoir recours à l'autorité locale compétente pour toutes les questions concernant la revendication, la remise ou la vente desdits objets, ainsi que pour les dépenses de sauvetage et de conservation.

ART. 13.

En cas de décès d'un Belge au Pérou ou d'un Péruvien en Belgique, les autorités locales compétentes doivent immédiatement en donner avis au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus rapproché de la nation à laquelle le

la protección de los individuos y conservación de lo salvado, mientras se espera la llegada del cónsul del distrito en el cual se ha realizado el naufragio, que debe ser inmediatamente prevenido.

Las autoridades locales no tendrán que intervenir sino para mantener el orden, garantizar los intereses de los salvadores si son extraños á los marineros náufragos, y para asegurar la ejecución de las disposiciones que deben observarse en la entrada y salida de las mercaderías salvadas.

Es entendido que estas mercaderías no estarán sujetas á ningún derecho de aduana, á menos que ellas se destinen al consumo en el país donde el naufragio se realice.

La intervención de las autoridades locales, en dichos diversos casos no ocasionará gasto de ninguna especie, fuera de aquellos que sean originados por las operaciones de salvamento y la conservación de los objetos salvados ú otros á los que estén sometidas en igual caso las naves nacionales. Los habitantes del país que se hallen interesados en los objetos salvados podrán ocurrir á la autoridad local competente para todas las cuestiones concernientes á la reivindicación, entrega ó venta de dichos objetos, así como para los gastos de salvamento y conservación.

ART. 13°.

En caso de fallecimiento de un belga en el Perú ó de un peruano en Bélgica, las autoridades locales competentes deberán inmediatamente dar aviso al cónsul general, cónsul, vice-cónsul ó agente consular más próximo de la nación á la que el

défunt appartient; ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales lorsqu'ils en seront informés les premiers.

L'autorité locale compétente complètera le dit avis par la remise d'une expédition en due forme et sans frais de l'acte de décès.

En cas d'incapacité ou d'absence des héritiers ou d'absence des exécuteurs testamentaires, les agents du service consulaire auront le droit de réclamer des autorités locales tous actes nécessaires à la conservation et à l'administration de la succession, notamment l'apposition et la levée des scellés, la formation de l'inventaire, l'administration et la liquidation de la succession. Ils pourront assister à toutes ces opérations.

Si dans le cours de la liquidation d'une succession, il se produisait des contestations, celles-ci devraient être décidées par les tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte.

ART. 16.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux États auront seuls qualité pour former les inventaires et pratiquer les autres opérations nécessaires à la sauvegarde des biens laissés par les marins ou passagers de leur nation décédés à terre ou à bord des navires de leur pays, soit pendant la traversée, soit dans le port d'arrivée.

Cependant, si les susdits passagers sont décédés à terre, et s'ils

finado perteneció. Estos, por su parte, deberán dar el mismo aviso à las autoridades locales, si fueran ellos informados primeramente del suceso.

La autoridad local competente completará dicho aviso con la remisión, en debida forma, y sin gasto alguno del acta ó testimonio del fallecimiento.

En caso de incapacidad ó ausencia de los herederos, ó de ausencia de los ejecutores testamentarios, los agentes del servicio consular tendrán la facultad de reclamar de las autoridades locales todos los actos necesarios para la conservación y administración de la herencia, principalmente para que se pongan y levanten los sellos, se forme inventario, y se administre y liquide la sucesión; pudiendo asistir à todas esas diligencias.

Si en el curso de la liquidación de una sucesión surgieren controversias, éstas deberán ser resueltas por las autoridades judiciales competentes del país en que la sucesión haya sido abierta.

ART. 16°.

Los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes Consulares de los dos estados están debidamente autorizados para formar por sí solos los inventarios y practicar las otras operaciones necesarias à la salvaguarda de los bienes dejados por los marinos ó por los pasajeros de su nación fallecidos en tierra ó à bordo de naves de su país, ya sea durante la travesía ó en el puerto de arribada.

Sin embargo, si dichos pasajeros han fallecido en tierra dejando he-

laissent des héritiers ou des créanciers dans le pays où le décès s'est produit, les agents consulaires connaîtront seuls des biens laissés à bord par ces passagers, et ils se conformeront, pour le reste, aux prescriptions de l'article 15 de la présente convention.

ART. 17.

Les deux Hautes Parties contractantes conviennent que les controverses qui pourraient surgir par suite de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Convention, ainsi que des effets de son application, devront être soumises à la décision d'un arbitre lorsque tous les moyens d'arriver directement à un règlement à l'amiable seront épuisés.

ART. 18.

La présente Convention restera en vigueur pendant dix ans à partir de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

ART. 19.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

rederos legatarios ó acreedores, en el país del fallecimiento, los agentes consulares sólo conocerán de los bienes dejados á bordo por los pasajeros conformándose respecto de lo demás, con las prescripciones del artículo 15 de la presente convención.

ART. 17°.

Las dos Altas Partes Contratantes convienen en que las controversias que pudieran surgir á causa de la interpretación ó de la ejecución de la presente convención así como por los efectos de su aplicación, deberán ser sometidas á decisión arbitral si resultan ineficaces los esfuerzos para llegar directamente á un arreglo amigable.

ART. 18°.

La presente convención estará en vigencia durante diez años á partir del canje de las ratificaciones. En caso de que ninguna de las Altas Partes Contratantes hubiere notificado á la otra doce meses antes de concluir dicho período la intención de hacer cesar los efectos de esta convención, ella continuará siendo obligatoria hasta la expiración de un año, contado á partir del día en que una ú otra de las Altas Partes Contratantes la hubiera denunciado.

ART. 19°.

La presente convención será ratificada y las ratificaciones canjeadas tan pronto como sea posible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signée en double original, et y ont apposé leurs cachets, à Lima, le dix-huit juillet mil neuf cent six.

(L. S.) L. GUISLAIN.

(L. S.) J. PRADO Y UGARTECHE.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios la han firmado, en doble ejemplar, y sellado con sus respectivos sellos, en Lima, á dieciocho de julio de mil novecientos seis.

(L. S.) J. PRADO Y UGARTECHE.

(L. S.) L. GUISLAIN.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 DECEMBER 1906.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring der op 18 Juli 1906
tusschen België en de Republiek Peru gesloten Consulaire Overeenkomst.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ik heb de eer U, naar 's Konings bevelen, bijgaand ontwerp van wet, houdende goedkeuring der op 18 Juli 1906 tusschen België en de Republiek Peru gesloten Consulaire Overeenkomst, ter overweging voor te leggen.

Die Overeenkomst heeft de nauwkeurige bepaling ten doel van de rechten, voorrechten en vrijdommen der consulaire agenten van de verdragsluitende partijen, alsmede van de verplichtingen waaraan zij in de beide landen onderworpen zullen zijn. Wat erbij wordt vastgesteld, is in denzelfden zin opgevat als de schikkingen van gelijken aard welke, in deze laatste jaren, met andere Staten werden getroffen.

Ik vertrouw, Mijne Heeren, dat de akte van 18 Juli 1906 eerlang uwe goedkeuring zal mogen verwerven.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

FAVEREAU.

PROJET DE LOI.

Léopold II,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Ministre
des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères
est chargé de présenter en Notre nom aux
Chambres législatives, le projet de loi
dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention consulaire conclue le
18 juillet 1906 entre la Belgique et la
République du Pérou sortira son plein et
entier effet.

Donné à Laeken, le 12 novembre 1906.

WETSONTWERP.

Léopold II,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !*

Op voorstel van Onzen Minister van
Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Za-
ken is gelast, in Onzen naam de Wet-
gevende Kamers het ontwerp van wet
aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De op 18 Juli 1906 tusschen België en
de Republiek Peru gesloten Consulaire
Overeenkomst zal hare volle en algeheele
kracht hebben.

Gegeven te Laeken, den 12ⁿ November
1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

FAVEREAU.



OVEREENKOMST

Zijne Majesteit de Koning der Belgen en Zijne Excellentie de President der Republiek Peru, gelijkelijk verlangende zoo breed en duidelijk mogelijk de wederkeerige rechten, voorrechten en vrijdommen der wederzijdsche consulaire agenten te bepalen, alsmede dezer ambt en de verplichtingen waaraan zij in beide landen onderworpen zullen zijn, hebben beslist eene Consulaire Overeenkomst te sluiten en hebben tot hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den Heer Léon Guislain, Ridder in de Leopoldsorde, Officier in de Orde van Oranje-Nassau, Ridder in de Orde van den Heiligen Gregorius den Groote, Zaakgelastigde van België bij de Regeering van Peru;

ZIJNE EXCELLENTIE DE PRESIDENT DER REPUBLIEK PERU :

Den Heer Doctor Javier Prado y Ugarteche, Staatsminister aan het Departement van Buitenlandsche Betrekkingen,

Die, na elkander hunne wederzijdsche volmachten te hebben medege-deeld, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen :

ARTIKEL ÉÉN.

Elke der Hooge Verdragsluitende Partijen stemt erin toe consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten van de andere Partij te ontvangen op alle plaatsen van haar grondgebied, behalve daar waar, bij uitzondering, zulke agenten niet zouden kunnen toegelaten worden.

Die beperking zal echter niet worden toegepast op eene der Hooge Verdragsluitende Partijen, indien zij niet gelijkelijk geldt voor elke andere Mogendheid.

ART. 2.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten, vooraleer het hun toegelaten is hun ambt te vervullen en vooraleer zij de daaraan verbonden vrijdommen genieten, zullen eenen aanstellingsbrief moeten overleggen, opgemaakt in den vorm voorgeschreven door de wetten van hun land. De inlandsche Regeering van elke van beide Natiën zal hun, zonder eenige kosten, het exequatur afleveren dat noodig is tot de vervul-

ling van hun ambt. Van dan af zullen die agenten van den consulairen dienst van elke van beide Hooge Verdragsluitende Partijen wederkeerig in de Staten van de andere alle bij de tegenwoordige Overeenkomst bepaalde rechten, voorrechten, vrijstellingen en vrijdommen genieten, alsmede de persoonlijke vrijdommen welke de agenten van gelijken rang en van gelijke hoedanigheid der meest begunstigde natie genieten.

Elke van beide Hooge Verdragsluitende Partijen behoudt zich het recht voor, het exequatur te weigeren of te ontnemen aan om het even welken agent der andere Partij, nadat zij aan deze de redenen zal hebben bekend gemaakt, welke dien maatregel mochten rechtvaardigen.

ART. 3.

De consuls-generaal en consuls zullen, in zooverre de wetten van hun land hun zulks toelaten, met de goedkeuring hunner wederzijdsche Regearing, vice-consuls en consulaire agenten mogen benoemen in de steden, havens en plaatsen, binnen hun consulairen werkring gelegen. Die agenten zullen, zonder eenig onderscheid, mogen gekozen worden onder de Belgen, de Peruvianen of de burgers van andere landen. Zij zullen voorzien worden van eene behoorlijke aanstelling, die zal worden overgelegd als het wederzijdsch exequatur zal aangevraagd worden, en zij zullen de in deze Overeenkomst ten gunste der agenten van den consulairen dienst bepaalde voorrechten genieten, mits zij zich onderwerpen aan de in artikelen 7 en 8 vastgestelde uitzonderingen.

ART. 4.

Bij overlijden, belet of afwezigheid van de consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten, zullen hunne kanseliers of secretarissen, nadat hun officieel karakter aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken in België of aan het Ministerie van Buitenlandsche Betrekkingen van Peru zal zijn bekend gemaakt, met volle recht toegelaten worden tot de tijdelijke waarneming van de zaken der wederzijdsche posten; zoolang die tijdelijke waarneming duurt, zullen zij al de rechten, voorrechten en vrijdommen genieten, die aan de titularissen toegekend zijn. Bij overlijden van den agent van den consulairen dienst, zullen de plaatselijke overheden, indien er ter plaatse noch gemachtigde plaatsvervanger is, noch Gezantschap van den Staat tot welken de agent behoorde, zich tot den dichtstbij zijnden consul wenden om het archief van den post te doen verzegelen. Is laatstgenoemde afwezig of belet, dan zullen zij tot die formaliteit doen overgaan ten overstaan van twee daartoe aangewezen getuigen; de afneming der zegels zal, zoo mogelijk, geschieden ten overstaan van dezelfde getuigen en van den persoon die behoorlijk gemachtigd is in het bezit te treden van het archief, door den afgestorvene nagelaten.

ART. 5.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten zullen boven de voordeur hunner kanselarij een schild mogen plaatsen met het

wapen hunner natie en met een opschrift bevattende deze woorden : Consulaat-generaal, consulaat, vice-consulaat of consulaire agent van België of van Peru.

Zij zullen er ook de vlag hunner natie mogen hijschen, behalve in de hoofdstad van het land, indien daar een Gezantschap bestaat.

Zij zullen eveneens de nationale vlag mogen hijschen op de boot die zij in de haven zullen nemen om hun ambt te vervullen.

ART. 6.

De consulaire kanselarijen der agenten die burgers zijn van het land welk hen benoemd heeft, en die geen handel drijven of geene nijverheid uitoefenen, zullen te allen tijde onschendbaar zijn. De plaatselijke overheden zullen er onder geen voorwendsel mogen binnendringen, noch de bescheiden, die er zullen berusten, mogen onderzoeken of in beslag nemen. In geen geval zullen de consulaire kanselarijen als veilige wijkplaatsen mogen dienen. Indien een agent van den consulairen dienst zich met zaken bemoeit welke dien dienst vreemd zijn, zullen de papieren, betreffende het Consulaat, afzonderlijk bewaard worden en zullen die papieren te allen tijde onschendbaar zijn.

ART. 7.

Wanneer het gerecht van een van beide landen eenige rechterlijke verklaring of enig getuigenis zal te ontvangen hebben van eenen consul-generaal, consul, vice-consul of consulairen agent, die burger is van den Staat welke hem benoemd heeft en die geen handel drijft, zal het dien agent schriftelijk verzoeken vóór hem te verschijnen, en bij belet, zal het hem zijn schriftelijk getuigenis vragen, moettende de agent zoo spoedig mogelijk aan die vraag voldoen, of zal het zich naar zijne woning of kanselarij begeven om het getuigenis mondeling af te nemen.

ART. 8.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten die burgers zijn van den Staat welke hen heeft benoemd, zullen vrij zijn van inkwartiering, van elken dienst, zoowel in de geregelde land- of zeemacht als in de nationale wacht, de burgerwacht of de militie; zij zullen eveneens vrijgesteld zijn van alle rechtstreeksche belastingen ten bate van den Staat, de provinciën of de gemeenten, en die op naamlijsten geheven worden, tenzij zij opgelegd wezen uit hoofde van het bezit van onroerende goederen of op de interesten van gelden, belegd in den Staat waar de bedoelde agenten hun ambt vervullen. Die vrijstelling zal echter niet kunnen toegepast worden op de consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten, die enig beroep, eenige nijverheid mochten uitoefenen of eenigen handel mochten drijven, moettende, in dat geval, die agenten onderworpen zijn aan

de betaling der lasten welke elk andere vreemdeling, in dezelfde omstandigheden, verschuldigd is. De agenten van den consulaire dienst die burgers zijn van het land welk hen benoemd heeft en die geenen handel drijven, geene nijverheid of geen beroep uitoefenen, zullen maar in voorafgaande hechtenis mogen genomen worden in geval van misdaad, als zoodanig door de plaatselijke wetgeving benaamd en bestraft.

ART. 9.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten zullen het recht hebben zich te wenden tot de bestuurlijke of gerechtelijke overheden hetzij van den Staat, de provincie of de gemeente in de wederzijdsche landen, binnen de geheele uitgestrektheid van hun consulaire werkkring, om de rechten en belangen hunner landgenooten te beschermen en om te klagen over elke overtreding van de tusschen België en Peru bestaande verdragen of overeenkomsten.

Werd er door die overheden geen gevolg aan hunne klacht gegeven, dan zullen de bedoelde agenten, bij gemis van een diplomatieken agent van hun land, zich rechtstreeks mogen wenden tot de Regeering van het land waarin zij hun ambt vervullen.

ART. 10.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten van elke van beide Hooge Verdragsluitende Partijen zullen het recht hebben in hunne kanselarijen, in hunne bijzondere woning, in die der partijen of aan boord van de vaartuigen, de verklaringen te ontvangen van de gezagvoerders en manschappen der schepen van hun land, van de zich aan boord bevindende passagiers en van elken anderen burger hunner natie.

Die agenten zullen bovendien het recht hebben in hunne kanselarijen of kantoren, overeenkomstig de wetten en verordeningen van hun land, de akten op te maken van geboorte, van erkenning van een onecht kind, van huwelijk, van echtscheiding en van overlijden, betreffende de burgers van het land welk hen heeft benoemd. Zij zullen eveneens mogen opmaken, overeenkomstig de wetten en verordeningen van hun land, alle conventionele akten verleden tusschen burgers van hun land en burgers of andere inwoners van het land waar zij verblijven, en zelfs alle akten van deze laatsten, mits die akten betrekking hebben op goederen gelegen of op zaken te behandelen op het grondgebied van de natie waartoe de consul of agent zal behooren, ten overstaan van wien zij zullen verleden worden.

De expeditiën, afschriften of vertalingen van de akten opgemaakt en van de verklaringen ontvangen krachtens het bepaalde bij het tegenwoordig artikel, zullen in rechten dezelfde waarde hebben als de oorspronkelijke stukken zelve voor de rechtbanken van België en van Peru zouden hebben, mits zij behoorlijk gewaarmerkt wezen door de consuls-generaal, consuls,

vice-consuls en consulaire agenten in de uitoefening van hun ambt, van hun officieel zegel voorzien en met het noodige leges bekleed.

ART. 11.

De wederzijdsche consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten zullen uitsluitend belast zijn met de handhaving der inwendige orde aan boord van de koopvaardijschepen hunner natie, en zullen alleen uitspraak doen in alle geschillen die in zee zullen ontstaan zijn of in de havens zullen ontstaan onder de gezagvoerders, de stuurlieden en de manschappen, om het even uit welke oorzaak, bijzonder voor de regeling van de loonen en de uitvoering van de wederzijds aangegane verbintenissen.

De plaatselijke overheden zullen maar tusschenbeide mogen komen wanneer de voorgevallen wanorde van aard mocht zijn de openbare rust aan land of in de haven te storen, of wanneer een persoon van het land of niet tot de manschap behorende erin betrokken zal zijn.

In al de andere gevallen zullen voormelde overheden hare bemoeiing niet verder drijven dan tot elke hulpverleening aan de consuls en vice-consuls of consulaire agenten, indien zij door dezen daartoe aanzocht worden, om elken op de monsterrol voorkomenden persoon te doen in hechtenis nemen en in de gevangenis brengen, telkens als die agenten zulks om de eene of andere reden gepast zullen oordeelen. De inhechtenishouding zal niet langer mogen duren dan toegelaten is door de wetsbepalingen van het land waar zij gebeurt.

ART. 12.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten zullen de stuurlieden, matrozen en al de andere personen behorende, in welke hoedanigheid ook, tot de manschap der oorlogs- of koopvaardijschepen van hunne natie in hechtenis mogen doen nemen, als op hen de betichting of de beschuldiging weegt dat zij van genoemde vaartuigen gedeserteerd zijn, om hen terug aan boord te zenden of naar hun land te vervoeren. Daartoe zullen zij zich schriftelijk wenden tot de bevoegde plaatselijke overheden der wederzijdsche landen en zullen haar, schriftelijk, die deserteurs opvorderen, en door de overlegging van de scheepsregisters of van de monsterrol of wel door andere officieele stukken, het bewijs leveren dat de lieden welke zij opvorderen, tot die manschap behoorden.

Op die enkele aldus gestaafde opvordering, zal de overlevering der deserteurs hen niet geweigerd mogen worden, tenzij het behoorlijk bewezen ware dat zij, ten tijde hunner monsterring, burgers waren van het land waar de uitlevering wordt gevorderd.

Hun zal elke hulp en bescherming worden verleend voor de opzoeking, de aanhouding en de inhechtenishouding dier deserteurs die zelfs, op de kosten en op de vordering der consuls, in de gevangenhuisen van het land in hechtenis gehouden en bewaakt zullen worden, totdat die agenten eene gelegenheid hebben gevonden om ze te doen vertrekken. Indien die gele-

genheid zich nochtans niet voordeed binnen eenen termijn van tien dagen, te rekenen van den dag der inhechtenisneming, zouden de deserteurs op vrije voeten worden gesteld en, voor dezelfde zaak, niet meer in hechtenis kunnen genomen worden.

Indien de deserteur eenig misdrijf had begaan, zou zijne uitlevering uitgesteld worden totdat de bevoegde rechtbank daarover haar vonnis heeft uitgesproken en dit zijne uitwerking heeft gehad.

ART. 13.

Tenzij bij andersluidende bepalingen tusschen de reeders, cargadors, assuradeurs, zullen alle averijen, op zee geleden door de schepen van beide landen, hetzij zij de haven uit vrijen wil aandoen, hetzij zij er uit nood verblijven, worden geregeld door de consuls-generaal, consuls, vice-consuls of consulaire agenten der wederzijdsche landen.

Als nochtans inwoners van het land of burgers eener derde natie betrokken waren in die averijen, en partijen niet in der minne konden overeenkomen, zou het verhaal op de bevoegde plaatselijke overheid een recht wezen.

ART. 14.

Al de verrichtingen betreffende de redding van de aan de kusten van Peru verongelukte Belgische schepen en van de aan de kusten van België verongelukte Peruviaansche schepen zullen wederzijds geleid worden door de consuls-generaal, consuls en vice-consuls van België in Peru en door de consuls-generaal, consuls en vice-consuls van Peru in België en, tot aan hunne komst, door de wederzijdsche consulaire agenten, daar waar een agentschap zal bestaan; ter plaatsen en havens waar geen agentschap mocht bestaan, zullen de plaatselijke overheden, in afwachting van de komst van den consul binnen wiens werkkring het vaartuig verongelukt mocht zijn en die dadelijk zou moeten verwittigd worden, alle noodige maatregelen moeten nemen tot bescherming der personen en bewaring der zaken van het verongelukt vaartuig.

De plaatselijke overheden zullen maar moeten optreden om de orde te handhaven, om de belangen der redders te vrijwaren indien zij tot de manschap der verongelukte vaartuigen niet behooren, en om voor de uitvoering te zorgen der bepalingen, welke hoeven in acht genomen ten opzichte van den in- en den uitvoer der geredde koopwaren.

Het is verstaan dat die koopwaren aan geen tolrecht zullen onderworpen zijn, tenzij zij bestemd zijn om verbruikt te worden in het land waar het vaartuig mocht verongelukt zijn.

De tusschenkomst der plaatselijke overheden zal in die verschillende gevallen hoegenaamd geene kosten veroorzaken, buiten die waartoe de verrichtingen tot de redding en de bewaring der geredde voorwerpen mochten aanleiding geven, alsmede die waaraan, in dergelijk geval, de schepen van het land zelve zouden onderworpen zijn.

De inwoners van het land die eenig belang mochten hebben in de geredde voorwerpen, zullen hunne toevlucht kunnen nemen tot de bevoegde plaatselijke overheid voor al de quaestiën betreffende de terugvordering, de overhandiging of den verkoop van die voorwerpen, alsmede voor de uitgaven voor de redding en de bewaring.

ART. 15.

Bij overlijden van een Belg in Peru of van een Peruviaan in België, moeten de bevoegde plaatselijke overheden daarvan dadelijk kennis geven aan den dichtstbij zijnden consul-generaal, consul, vice-consul of consulaire agent van de natie waartoe de overledene behoort; dezen zullen, van hunnentwege, dezelfde kennisgeving aan de plaatselijke overheden moeten doen, wanneer zij er het eerst van verwittigd zullen worden.

Tot aanvulling van die kennisgeving, zal de bevoegde plaatselijke overheid kosteloos eene in behoorlijken vorm opgestelde expeditie van de akte van overlijden afleveren.

Bij onbekwaamheid of afwezigheid van de erfgenamen of bij afwezigheid van de uitvoerders van den laatsten wil, zullen de agenten van den consulaire dienst het recht hebben, van de plaatselijke overheden alle akten te vergen die noodig zijn tot de bewaring en het beheer der nalatenschap, onder andere tot het verzegelen, het afnemen van de zegels, het opmaken van de boedellijst, het beheeren en het vereffenen van de nalatenschap. Zij zullen al deze verrichtingen mogen bijwonen.

Als, in den loop van de vereffening eener nalatenschap, betwistingen ontstaan, zouden deze moeten beslecht worden door de bevoegde rechtbanken van het land waar de nalatenschap opengevallen is.

ART. 16.

Alleen de consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten van beide Staten zullen bevoegd zijn om de boedellijsten op te maken en de overige verrichtingen te doen welke noodig zijn tot vrijwaring der goederen achtergelaten door zeelieden of passagiers hunner natie die te land of wel aan boord der vaartuigen van hun land, hetzij gedurende den overtocht, hetzij in de haven van aankomst, overleden zijn.

Als echter voormelde passagiers te land gestorven zijn, en zoo zij erfgenamen of schuldeischers nalaten in het land waar de dood hen heeft getroffen, zullen de consulaire agenten enkel uitspraak doen ten opzichte van de door die passagiers aan boord gelaten goederen en, voor het overige, zullen zij handelen naar de voorschriften van artikel 15 der tegenwoordige Overeenkomst.

ART. 17.

De Hooge Verdragsluitende Partijen komen overeen dat de twistpunten waartoe de uitlegging of de uitvoering der tegenwoordige Overeenkomst,

alsmede de gevolgen harer toepassing mochten aanleiding geven, aan de uitspraak van een scheidsman zullen moeten onderworpen worden, wanneer al de middelen om rechtstreeks tot eene minnelijke regeling te komen, zullen uitgeput zijn.

ART. 18

Deze Overeenkomst zal van kracht blijven gedurende tien jaren, te beginnen van de uitwisseling der akten van bekrachtiging. Ingeval geene van beide Hooge Verdragsluitende Partijen, twaalf maanden vóór het vervallen van dat tijdsbestek, kennis mocht gegeven hebben van haar voornemen om de uitwerking ervan te doen ophouden, zal de Overeenkomst verbindend blijven tot één jaar verlopen is sedert den dag waarop de eene of de andere der Hooge Verdragsluitende Partijen ze zal hebben opgezegd.

ART. 19.

Deze Overeenkomst zal bekrachtigd en de akten van bekrachtiging ervan zullen zoo spoedig doenlijk uitgewisseld worden.

Ten blijke waarvan de Gevolmachtigden ze in dubbel origineel ondertekend en van hunne zegels voorzien hebben, te Lima, den achttienden Juli negentienhonderd zes.

(L. S.) L. GUISLAIN.

(L. S.) J. PRADO Y UGARTECHE.

(L. S.) J. PRADO Y UGARTECHE. (L. S.) L. GUISLAIN.

